



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MODERTECH INDUSTRIES

15 Allée Mathieu Murgue
42100 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-024-364

Code AIOT : 0006115204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement MODERTECH INDUSTRIES implanté ZAC de l'Orme - Les sources 42340 Veauche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MODERTECH INDUSTRIES
- ZAC de l'Orme - Les sources 42340 Veauche
- Code AIOT : 0006115204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Modertech Industries, fondée en 1989, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces en acier en particulier pour les secteurs de l'aéronautique, de la défense, du spatial et du médical. L'implantation historique se situe à Saint-Etienne (Terrenoire)

Le site à Veauche est situé dans la ZAC de l'Orme.

Cette installation comprend plusieurs chaînes de traitement de surface pour une capacité totale de 129 m3. Elle est soumise à la directive dite "IED" relatives aux émissions industrielles. Le site est en "0 rejet". Il emploie une quinzaine de personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	bassin de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
5	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 10.2.2.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rétentions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Sans objet
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
4	Auto-surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 10,2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les produits chimiques sont sur rétentions, les produits chimiques non compatibles sont séparés, , ils sont bien étiquetés.

Le bassin de rétention des eaux pluviales n'est pas étanche.

Il manque les niveaux piézométriques exprimés en mètres NGF sur les rapports d'analyses des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée :
« I. Dispositions générales :
« Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des

substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.

« Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés.

« Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

« L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment.

« Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

« Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou sont éliminés comme les déchets. »

Constats :

Tous les produits chimiques liquides vus par l'inspecteur sont placés sur des rétentions de volume suffisant.

Les sols des bâtiments où sont stockés des bases ou acides sont étanches.

Les rétentions situées sous les bains de traitement de surface sont munis de déclencheurs d'alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage des produits chimiques
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Tous les emballages de produits chimiques que l'inspection a vu comportent une étiquette avec les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
Constats : <p>Le bassin de rétention du site n'est pas conforme (non étanche) s'il reçoit comme indiqué dans l'AP du site les eaux pluviales et une partie des eaux d'extinction incendie.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection de la volonté de mise en conformité de ce bassin lors de l'agrandissement de l'usine prévue dans les années à venir (date non définie pour le moment).</p> <p>En cas d'accident, une partie des eaux d'extinction serait retenue à l'intérieur des bâtiments.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit justifier à l'inspection que le volume de rétention disponible à l'intérieur des bâtiments permet de confiner les eaux d'extinction d'incendie. Il précisera les conditions de mise en rétention et justifiera et que ces eaux ne peuvent pas s'écouler vers l'extérieur des bâtiments (notamment vers le bassin de rétention non étanche) via les réseaux de collecte des eaux pluviales par exemple ou de toute autre manière.</p> <p>Si toutes ces conditions sont réunies, alors la mise en conformité du bassin de rétention pourra attendre l'agrandissement prévu dans les années à venir.</p>
Type de suites proposées : Avec suite

N° 4 : Auto-surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 10,2

Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une première mesure de ses rejets atmosphériques dans les 3 mois suivant la mise en service de son installation.
L'exploitant met en œuvre une autosurveillance des rejets atmosphériques dans les conditions définies ci-après :

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Acidité totale exprimée en H	annuelle
HF, exprimé en F	annuelle
Cr total	annuelle
Nickel	annuelle
Alcalins, exprimés en OH	annuelle
NOx, exprimés en NO2	annuelle
Cuivre	annuelle
Zinc	annuelle

Constats :

La surveillance des rejets atmosphériques a été réalisée le 18/09/2024, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des analyses lorsqu'il les recevra.
Le rapport précédent portant sur les prélèvements réalisés le 11/05/2023 ne mentionne pas de non-conformité en flux et en concentration .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 10.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait analyser tous les 6 mois (en période de hautes eaux et de basses eaux) sur chaque ouvrages de son réseau les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH• HF, exprimé en F• Cr total• Aluminium• Nickel• Cuivre• Zinc Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements,

avec une localisation des piézomètres.

En cas de modifications du process, l'exploitant propose, si besoin, un ajustement des paramètres à surveiller en fonction des nouveaux produits mobilisés. Il peut, en outre, sous réserve de justification, proposer un allègement de la surveillance si certaines substances ne sont pas ou plus présentes sur site. Ces modifications doivent disposer au préalable d'une validation de l'inspection.

Constats :

L'exploitant réalise bien une analyse mensuelle des eaux souterraines, les 2 derniers rapports d'analyse (de janvier 2024 en nappe haute, et de juin 2024 en nappe basse)

La lecture des rapports d'analyses montre que le niveau piézométrique est renseigné par rapport au niveau du sol. Ces niveaux laissent penser que le piézomètre Pz1 serait situé en aval hydraulique au cours de la campagne de janvier, et en amont hydraulique au cours de la campagne de juin 2024. Toutefois, le nivellement des ouvrages ne doit pas être réalisé par rapport au niveau du sol, mais par rapport au niveau de référence NGF. L'incertitude sur le sens d'écoulement de la nappe ne permet pas d'interpréter avec précision les résultats d'analyses.

L'inspection note une concentration en aluminium de 20 000 µg/L (\pm 5000) au niveau de Pz1 (amont supposé) au cours de la campagne de juin 2024 (à surveiller lors des prochaines analyses).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine campagne de surveillance des eaux souterraines, un nivellement des piézomètres en côte NGF devra être réalisé. Le sens d'écoulement de la nappe sera précisé dans le rapport transmis.

Type de suites proposées : Avec suite